

Sécurité énergétique : vers de nouvelles relations avec les pays tiers

Le défi de la sécurité énergétique, pilier essentiel d'un marché intégré pour la croissance et l'emploi, impose à l'Union européenne de produire plus et mieux et, nous expose Claude Fischer dans cet article, de nouer de nouvelles relations avec les pays producteurs⁽¹⁾.



La crise politique qui oppose la Russie à l'Ukraine a conduit l'Europe à prendre des sanctions à l'encontre de la Russie qui pourraient, sous pression américaine, être prolongées d'un an. Ira-t-on jusqu'à un embargo sur les exportations de gaz et déclencher une crise énergétique ? L'UE importe 163 milliards de mètres cubes de gaz russe, représentant 30 % de son approvisionnement gazier : une interruption totale la placerait dans une situation plus difficile que la Russie dont le gaz ne représente que 20 % de ses recettes liées aux exportations d'hydrocarbures, contre 80 % pour le pétrole.

Certains États élèvent la voix : la Hongrie a perdu 80 millions d'euros en 2014, l'Italie, deuxième partenaire commercial de la Russie après l'Allemagne, 1,3 milliard. Avec la Grèce, l'Autriche, l'Espagne, la

« La sécurité énergétique européenne est vécue comme une menace de plus pour la Russie »

Slovaquie et Chypre, ils ont lancé une « fronde »⁽²⁾ au sein de l'UE. Et parmi eux, la Grèce et la Hongrie contestent à la Commission toute « ingérence » dans les

négociations de contrats gaziers bilatéraux avec les pays tiers. On est encore loin d'une stratégie partagée, dont la pertinence est interrogée par une situation en pleine évolution.

Une recomposition des alliances entre pays producteurs

En effet, les sanctions vis-à-vis de la Russie, cumulées à la baisse des cours du pétrole, ont eu des effets dramatiques sur le pays et ses populations. Pour Dimitri Semenov, de la mission russe auprès de l'UE, la sécurité énergétique européenne est vécue dans ces conditions comme « une menace de plus pour la Russie qui, comme l'Europe, cherche sa sécurité énergétique et mène sa politique de diversification ».

Le gouvernement russe développe ses alliances avec la Chine, l'Iran, la Turquie, y compris dans l'Union européenne avec la Hongrie et la Grèce. Il a décidé d'annuler le gazoduc South Stream, et propose de le

remplacer par le Turkish Stream, ce qui lui permettrait d'acheminer 63 milliards de mètres cube de gaz jusqu'à la frontière gréco-turque.

Quelle stratégie alternative pour l'Union européenne ?

Quelle place l'Europe entend-elle réserver au gaz dans son bilan énergétique ? Les chiffres sont contradictoires, mais quelle que soit la consommation en 2030 et 2050, les importations vont continuer. La Commission propose de renforcer ses liens avec la Norvège, de se tourner vers les pays d'Europe Centrale et Orientale, d'Asie Centrale, du Moyen Orient et de soutenir la création de *hubs* en Méditerranée.

Deux grands projets sont mis en avant :

1. Une triple plateforme gazière, électrique et d'efficacité énergétique en Afrique du Nord, et deux nouveaux gazoducs : le GALSI qui relirait l'Algérie à la Sardaigne puis à la Corse et le NIGAL alimenté par le Nigeria. « Le pont énergétique en Méditerranée est un serpent de mer que l'on convoque en période de crise » regrette Abdenour Keramane, ancien ministre en Algérie, qui demande plus de sécurité de la demande européenne.

2. Le Corridor Sud européen achèverait du gaz depuis la Mer Caspienne (Azerbaïdjan, Turkménistan) et le Moyen-Orient (Iran, Irak) par le TANAP (pipeline Trans-anatolien) qui traversera la Turquie, et le TAP (pipeline Trans-Adriatique) qui relierait la Grèce, l'Albanie et l'Italie.

Avec ce projet et celui du Turkish Stream, la Turquie est amenée à devenir une véritable « plaque tournante » de l'énergie. Peut-elle devenir un *hub* pour l'Europe ? Et à quelles conditions ? Le 16 mars 2015, l'Union européenne et la Turquie ont signé une déclaration pour une coopération stratégique dans le secteur énergétique. Mais, alors que la Turquie refuse de prendre part à la Communauté de l'énergie qui rassemble l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans, l'UE refuse d'ouvrir le chapitre énergie des négociations. « La priorité turque reste le TANAP » a déclaré Bahadir Kaléagasi, « et nous ne comprenons pas l'attitude de l'Europe vis-à-vis de la Turquie qui va l'encontre de ses intérêts, des nôtres et... de ceux de Chypre ».

Il existe de fortes interdépendances entre l'Union européenne, l'Ukraine et la Russie, entre l'Union européenne, la Turquie et le Moyen Orient, entre l'Union européenne et les pays du Sud de la Méditerranée : c'est sur cette base que l'UE doit chercher à développer le dialogue et repenser ses liens avec l'ensemble des États pour que l'énergie, facteur de tensions et de conflits, devienne un trait d'union entre tous nos pays et un facteur de nouvelles relations en coopération. ☞

Claude Fischer, directrice d'ASCPE-Les Entretiens Européens

¹ Cf. La réunion du 2 avril 2015 organisée par ASCPE et Confrontations Europe avec le BREC et l'Institut du Bosphore.
² Cf. « Sanctions contre la Russie : sept pays de l'UE disent stop » - dans *Sputnik* - 20 mars 2015.